

BVGer C-4743/2007 vom 4. November 2009

Bundesverwaltungsgericht, 2009-11-04, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bvger_C-4743_2007

FR: TAF C-4743/2007 du 4 novembre 2009

IT: TAF C-4743/2007 del 4 novembre 2009

Regeste

Participation aux coûts

Erwägungen

E. 1

Le compte sûretés n°13036012 atteste, en date du 28 juin 2007, un solde de Fr. 13'453.90.

E. 1.1

Sous réserve des exceptions prévues à l'art. 32 de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal administratif fédéral (LTAF, RS 173.32), le TAF, en vertu de l'art. 31 LTAF, connaît des recours contre les décisions au sens de l'art. 5 de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative (PA, RS 172.021) prises par les autorités mentionnées à l'art. 33 LTAF. En particulier, les décisions en matière de décompte des comptes sûretés prononcées par l'ODM - lequel constitue une unité de l'administration fédérale telle que définie à l'art. 33 let. d LTAF - peuvent être contestées devant le Tribunal, qui statue de manière définitive (cf. en ce sens art. 83 let. d ch. 1 de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral [LTF, RS 173.110]).

E. 1.2

A moins que la LTAF n'en dispose autrement, la procédure devant le Tribunal est régie par la PA (cf. art. 37 LTAF).

E. 1.3

La modification de la LAsi intervenue le 16 décembre 2005 a entraîné notamment un changement du mode de remboursement des frais d'assistance dans le domaine de l'asile et, donc, la révision des dispositions des art. 85 à 87 de cette loi dont la nouvelle teneur est entrée en vigueur le 1er janvier 2008 (RS 142.31). La révision des dispositions précitées de la LAsi a conduit le Conseil fédéral, chargé de régler les modalités de remboursement des frais et de définir les dérogations à cette obligation de remboursement, à adapter en conséquence (cf. RO 1999 2318) les dispositions relatives aux art. 8 à 19 de l'OA 2, qui, dans leur nouvelle teneur, sont également entrées en vigueur le 1er janvier 2008. En vertu de l'alinéa 1 des dispositions transitoires de la LAsi relatives à la modification du 16 décembre 2005, les procédures pendantes à l'entrée en vigueur de la modification de cette loi sont régies par le nouveau droit. L'alinéa 2 desdites dispositions transitoires prévoit cependant que, si une raison de procéder au décompte final en vertu de l'art. 87 LAsi dans sa version du 26 juin 1998 apparaît avant l'entrée en vigueur de la modification de la loi, le décompte et la liquidation du compte sont alors effectués selon l'ancien droit. L'art. 17 al. 2 OA 2, dans sa teneur en vigueur jusqu'au 31 décembre 2007, dispose que les personnes astreintes à fournir des sûretés, remplissant les conditions énoncées à l'art. 87 al. 1 LAsi,

ainsi que les personnes à protéger qui ont obtenu une autorisation de séjour en vertu de la loi fédérale du 26 mars 1931 sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE, RS 113), abrogée depuis le 1er janvier 2008, reçoivent un décompte visant à comparer le solde du compte sûretés avec les frais à rembourser. En l'espèce, dans la mesure où A. _____ a été mis au bénéfice d'une autorisation de séjour annuelle dans le canton de Genève le 20 novembre 2006, soit avant l'entrée en vigueur, le 1er janvier 2008, de la modification de la LAsi du 16 décembre 2005, l'ancien droit est applicable à la présente affaire.

E. 1.4

L'intéressé a qualité pour recourir (art. 48 al. 1 PA). Présenté dans la forme et les délais prescrits par la loi, son recours est recevable (cf. art. 50 et 52 PA). 2. Le recourant peut invoquer devant le Tribunal la violation du droit fédéral, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation, la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents ainsi que l'inopportunité de la décision entreprise (cf. art. 49 PA). L'autorité de recours examine avec un plein pouvoir d'examen les griefs touchant à des vices de procédure ou à l'interprétation ou à l'application des dispositions légales (cf. notamment Jurisprudence des autorités administratives de la Confédération [JAAC] 69.4 consid. 3.1 et 65.117 consid. 4.2).

E. 2

Les frais à rembourser découlant de l'obligation de fournir des sûretés sont fixés à Fr. 27'736.-.

E. 3

Les requérants d'asile et les personnes à protéger sans autorisation de séjour sont soumis à l'obligation de fournir des sûretés et de rembourser, dans la mesure où on peut l'exiger, les frais d'assistance, de départ et d'exécution, ainsi que les frais occasionnés par la procédure de recours (art. 85 al. 1 et art. 86 al. 1 LAsi dans leur teneur en vigueur jusqu'au 31 décembre 2007). La Confédération ouvre des comptes sûretés exclusivement à cette fin (art. 86 al. 1 LAsi dans sa teneur en vigueur jusqu'au 31 décembre 2007). Le Conseil fédéral règle les modalités et définit les dérogations à l'obligation de rembourser. Lorsqu'il détermine les frais à rembourser, il peut se fonder sur des présomptions (art. 85 al. 4 LAsi dans sa teneur en vigueur jusqu'au 31 décembre 2007). L'art. 9 al. 2 OA2, dans sa teneur en vigueur jusqu'au 31 décembre 2007, prévoit entre autre que les titulaires d'un compte sont solidairement responsables des frais occasionnés par leur conjoint, leur partenaire enregistré ou leurs enfants.

E. 4

Ainsi qu'exposé plus haut, lorsqu'une personne qui avait à fournir des sûretés a obtenu une autorisation de séjour, les sûretés sont restituées après déduction des frais imputables et sur demande (cf. art. 87 al. 1 LAsi dans sa teneur en vigueur jusqu'au 31 décembre 2007). Elle reçoit alors un décompte visant à comparer le solde du compte sûretés avec les frais à rembourser.

E. 5

En l'occurrence, le litige porte exclusivement sur la question de savoir si le recourant doit être tenu de rembourser l'aide versée par l'Hospice général à sa fille, sur laquelle il n'a ni la garde ni l'autorité parentale et à laquelle il verse une contribution d'entretien, respectivement si les montants versés pour sa fille doivent figurer dans son décompte de sûretés.

E. 5.1

Si les parents ne sont pas unis par les liens du mariage, le titulaire de l'autorité parentale et de la garde (soit en général la mère, art. 298 al. 1 du code civil suisse du 10 décembre 1907 [CC, RS 210]) fournit soin et éducation à l'enfant. L'autre parent est débiteur des prestations d'entretien fixées par convention (art. 287 al. 1 CC) ou jugement (art. 280 al. 3 CC) (cf. MEIER/STETTLER: Droit de la filiation, Tome II: Effets de la filiation [art. 270 à 327 CC], 3ème édition, Zurich, Bâle, Genève 2006, n. 506). Dans le cas particulier, la contribution d'entretien a été fixée à l'occasion de l'action en paternité introduite contre le recourant, comme le permet l'art. 280 al. 3 CC. En déterminant le montant dû par A. _____ en faveur de sa fille, le juge a tenu compte de la situation financière précaire de l'intéressé, afin que celui-ci n'eût pas à recourir à l'aide sociale (cf. jugement du Tribunal de première instance de Genève du 10 juin 2005 p. 4 et ATF 135 III 66 et les références citées).

E. 5.2

Le versement de la pension alimentaire ne saurait toutefois affranchir l'intéressé de la solidarité introduite par l'art. 9 al. 2 OA 2 (cf. arrêt du Tribunal administratif fédéral C-1252/2006 du 18 septembre 2007). En effet, les dispositions du droit d'asile, qui constitue une *lex specialis*, dérogent au système général du code civil en ce qui concerne la responsabilité financière des parents requérants d'asile ou admis provisoirement en Suisse, en créant une responsabilité solidaire pour les frais d'assistance, de départ et d'exécution, ainsi que les frais occasionnés par la procédure de recours de leurs enfants. Ainsi, si la responsabilité financière du recourant est, dans le cadre du droit de la famille, limitée au montant de la contribution d'entretien, cette réglementation n'est pas applicable au régime particulier du remboursement des frais engendrés par les requérants d'asile et les personnes à protéger.

E. 5.3

Cette solution s'impose d'autant plus en l'espèce que le recourant ne s'est vu contraint de payer qu'une pension d'entretien limitée en raison de sa situation précaire, afin d'éviter qu'il doive, comme la mère de sa fille, recourir aux prestations d'assistance. Cela a eu pour conséquence qu'une partie des prestations d'assistance touchées par sa fille l'a été à cause de la contribution d'entretien limitée qu'il a versée. Si aucune responsabilité solidaire n'était prévue pour le remboursement des frais à l'Etat, il incomberait à la mère de sa fille de rembourser l'ensemble de l'aide reçue, y compris la partie touchée par l'enfant pour compléter la contribution d'entretien insuffisante du recourant, ce qui serait inéquitable.

E. 6

Il apparaît ainsi que c'est à bon droit que l'ODM, dans sa décision du 6 juillet 2007, a mis à la charge du recourant les prestations d'assistance touchées par sa fille dans l'établissement du décompte final de son compte sûretés.

E. 7

L'intéressé n'est toutefois solidairement responsable du remboursement de l'aide sociale touchée par sa fille que pour la période pendant laquelle il était soumis à l'obligation de rembourser. Dans la mesure où il a obtenu une autorisation de séjour le 20 novembre 2006, son obligation a pris fin à cette date (cf. art. 87 al. 1 LAsi dans sa teneur en vigueur jusqu'au 31 décembre 2007), de sorte que les frais d'assistance touchés ultérieurement par sa fille ne

doivent pas lui être imputés. Or, il ressort du décompte final du 24 mai 2007, qui se réfère à l'attestation de l'Hospice général du 8 mai 2007, que l'ODM a pris en compte les prestations d'assistance touchées par la fille de l'intéressé jusqu'au 31 décembre 2006, ce dont ce dernier s'est plaint dans son courrier du 11 novembre 2007. Sur ce point, il convient d'annuler la décision attaquée et de renvoyer l'affaire à l'ODM pour qu'il rende une nouvelle décision, dans laquelle il déduira des frais à rembourser (ch. 2 du dispositif), le montant de l'aide sociale touchée par la fille de l'intéressé entre le 20 novembre et le 31 décembre 2006.

E. 8

En conséquence, le recours est partiellement admis.

E. 9

Le recourant n'ayant que partiellement obtenu gain de cause, des frais réduits devraient être mis à sa charge (cf. art. 63 al. 1 PA et art. 1ss du règlement du 21 février 2008 concernant les frais, dépens et indemnités fixés par le Tribunal administratif fédéral [FITAF, RS 173.320.2]). Toutefois, au vu de sa situation financière, telle qu'elle ressort des pièces du dossier, et compte tenu du fait que le recours n'était pas d'emblée voué à l'échec, il y a lieu d'admettre sa demande d'assistance judiciaire partielle et de le dispenser des frais de procédure (cf. art. 65 al. 1 PA).

E. 10

En outre, il n'y a pas lieu d'octroyer des dépens partiels au recourant, étant donné qu'il a agi sans être représenté par un mandataire professionnel (cf. ATF 134 I 184 consid. 6.3) et que le recours ne lui a pas occasionné d'autres frais nécessaires et relativement élevés (cf. art. 7 et 8 FITAF). (dispositif page suivante)

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.